

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX- TRAVAIL- PATRIE

**MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES,
DE LA PROGRAMMATION
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET
DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE- WORK- FATHERLAND

**MINISTRY OF ECONOMIC AFFAIRS,
PROGRAMMING
AND REGIONAL DEVELOPMENT**

**DEPARTMENT OF STATISTICS AND
NATIONAL ACCOUNTS**

**ENQUETE SUR LE SUIVI DES DEPENSES PUBLIQUES
ET LA SATISFACTION DES BENEFICIAIRES
DANS LES SECTEURS DE L'EDUCATION ET DE LA SANTE**

RAPPORT GENERAL DE L'ENQUETE PILOTE

Mai 2003

1- Contexte et objectifs

L'enquête pilote dont le présent document fait le rapport a été organisée dans le cadre de l'enquête sur le suivi des dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Elle s'est déroulée du 07 au 12 mai 2003 avec pour but de permettre la finalisation de la phase préparatoire des opérations de terrain de l'enquête PETS, et plus particulièrement celle des questionnaires.

Les trois objectifs que visait cette enquête étaient les suivantes :

- tester les outils de collecte. En administrant les questionnaires, on cherche à déceler les éventuelles incompréhensions dans les questionnaires pour une reformulation.
- évaluer la durée moyenne nécessaire pour administrer un questionnaire : cette évaluation a pour but de donner une meilleure précision sur la durée des opérations de terrain et contribuera de ce fait à l'ajustement du chronogramme.
- cerner les réactions et attitudes des enquêtés face aux différentes questions ;
- déceler les difficultés éventuelles des enquêteurs par rapport à l'administration des questionnaires.

2. Champ de l'enquête pilote et échantillon

Sur le plan géographique, l'enquête pilote s'est limitée au département du Mfoundi, plus particulièrement dans les arrondissements de Yaoundé I et de Yaoundé IV pour les structures sanitaires et éducatives.

Les tableaux ci-dessous résument la distribution de l'échantillon pour les secteurs « Education » et « Santé » respectivement. Les bénéficiaires malades ont été sélectionnés au hasard dans les formations sanitaires retenues à raison de dix patients par formation. Les ménages bénéficiaires ont quant à eux été sélectionnés selon un choix raisonné, de manière à obtenir un échantillon représentatif du groupe socio-économique. Dix ménages ont ainsi été retenus.

Education

Services extérieurs				Etablissements scolaires									Total
				Primaire			Secondaire général			Secondaire technique			
DPEN	DDEN	IAEPM	Total	Public	Privé	Ensemble	Public	Privé	Ensemble	Public	Privé	Ensemble	
1	1	2	4	4	1	5	2	1	3	1	1	2	10

Santé

Services extérieurs		Formations sanitaires				Bénéficiaires à chaud
DPSP	SSD	Hôpitaux de district	CMA	CSI	Ensemble	
1	1	1	1	1	3	30 (10x3)

La liste nominative des structures retenues pour l'enquête se présente ainsi qu'il suit :

Education

1. Délégation provinciale de l'Education Nationale du Centre
2. Délégation départementale de l'Education Nationale du Mfoundi
3. Inspection d'Arrondissement de l'Enseignement Primaire et Maternel de Yaoundé I
4. Inspection d'Arrondissement de l'Enseignement Primaire et Maternel de Yaoundé IV
5. Ecole Publique d'Etoudi
6. Ecole Publique d'Olembe
7. Ecole Publique d'Odza
8. Ecole Publique de Meyo
9. Ecole Privée « La Référence »
10. Lycée de Mimboman
11. Lycée de Mballa II
12. Collège Adventiste
13. Lycée Technique d'Ekounou
14. Collège Benigna

Santé

1. Délégation provinciale de la Santé Publique du Centre
2. District de Santé de la Cité Verte
3. Hôpital de District de la Cité Verte
4. CMA de Mvog-Ada
5. CASS de Nkolndongo (CSI)

3. Personnels et formation

L'enquête pilote a été réalisée par une équipe de dix (10) enquêteurs placés sous la responsabilité de quatre (04) encadreurs entièrement des personnels de la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale. La formation s'est faite la veille de la collecte sous forme de briefing rappelant les objectifs de l'enquête pilote et les résultats attendus.

4. Exploitation

Les questionnaires issus du terrain ont été saisis, ce qui a permis de simuler de premiers résultats et tester les programmes de contrôle déjà élaborés

5. Recommandations

Les résultats de cette enquête pilote ont été présentés par les encadreurs au cours de réunions de l'équipe technique élargies à la mission des experts de la Banque Mondiale et aux équipes de collecte et d'exploitation. Les propositions faites par les équipes ont été discutées et intégrées dans les documents techniques. Les experts de la Banque Mondiale ont précisé leurs besoins et attentes de l'enquête au fins d'enrichir les questionnaires. Ceci a eu pour effets, la modification du plan d'analyse et par ricochet les profonds changements subits par les questionnaires.

Il a été recommandée l'organisation d'une deuxième enquête pilote pour tester les nouveaux outils.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

**MINISTERE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
DE LA PROGRAMMATION ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA
COMPTABILITE NATIONALE**

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

**MINISTRY OF ECONOMIC AFFAIRS,
PROGRAMMING AND REGIONAL
DEVELOPMENT**

**DEPARTMENT OF STATISTICS AND
NATIONAL ACCOUNTS**

**ENQUETE SUR LE SUIVI DES DEPENSES PUBLIQUES ET LA SATISFACTION DES
BENEFICIAIRES DANS LES SECTEURS DE L'EDUCATION ET DE LA SANTE**

Rapport de l'équipe de collecte du volet Education

L'équipe chargée de tester les questionnaires du volet Éducation pendant l'enquête pilote programmée du 08 au 09 mai 2003 était composée de six personnes dont les noms figurent ci-après :

N°	Nom et Prénom	Fonction
1	Mme NIEKOU Rosalie	Encadreur
2	ABANDA Ambroise	
3	TCHOMTHE Séverin	Enquêteur
4	KANA Christophe	
5	LONGKENG	
6	NYOUVOP Bertin	

Cette équipe avait au total 17 unités à visiter dans les services extérieurs et établissements scolaires, notamment :

- La délégation provinciale de l'Éducation nationale du Centre ;
- Les trois inspecteurs coordonnateurs de l'Éducation nationale du Centre ;

- La délégation départementale de l'Éducation nationale du Mfoundi ;
- Deux Inspections d'arrondissement de l'Enseignement Primaire et Maternel (Yaoundé I et IV)
- Cinq Établissements d'enseignement secondaire ;
- Cinq Établissements d'enseignement primaire ;

Les objectifs visés par l'enquête pilote étaient de permettre à l'équipe :

- de tester les outils de collecte : méthodologie de la collecte et questionnaires ;
- d'évaluer la charge de travail des agents enquêteurs ;
- de cerner les réactions et attitudes des enquêté(e)s face aux différentes questions ;
- de cerner les difficultés éventuelles des enquêteurs par rapport à l'administration du questionnaire.

A l'issue des visites effectuées sur le terrain, l'équipe a relevé certains éléments qui sont susceptibles d'aider pour la suite des travaux, notamment lors de la finalisation des instruments de collecte et lors de la phase d'analyse. Ainsi, le présent rapport s'articule autour de cinq points essentiels à savoir :

- les résultats de la collecte ;
- Les observations sur les questionnaires ;
- Les difficultés et problèmes du terrain ;
- Les enseignements et informations utiles issues du terrain ;
- Les suggestions et recommandations.

1. Résultats de la collecte

Le test des questionnaires a mis en exergue la richesse de l'information demandée dans les questionnaires. La méthodologie proposée paraît tout à fait appropriée pour une bonne collecte des données. Toutefois, quelques ajustements seront nécessaires pour optimiser les résultats de la collecte proprement dite.

La charge de travail des agents enquêteurs dépend plus de la disponibilité des responsables concernés. En effet, le test révèle qu'un seul passage dans un service éducatif ne sera pas suffisant pour que l'agent enquêteur collecte toutes les informations, surtout celles relatives aux aspects budgétaires. La principale raison de cette situation est que l'enquêté sera appelé à consulter les responsables compétents par rapport aux rubriques du questionnaires.

Mis à part, l'exigence par les enquêtés de présenter une autorisation d'enquêter venant de la hiérarchie, il n'y a pas véritablement de réticence sur le terrain. Les questions semblent être bien comprises par les enquêtés. La quasi totalité de ceux-ci souhaitent avoir un exemple du questionnaire pour leur permettre de mieux répondre aux questions posées. La plupart des responsables souhaitent que l'enquête puissent leur permettre de donner toutes leurs opinions au niveau de la section "Informations supplémentaires".

Bilan de la collecte

Type de répondant	Nombre de questionnaires		Nombre de questionnaires non remplis	Observations
	complets	incomplets		
Délégation provinciale de l'Éducation nationale du Centre			1	Indisponibilité des services compétents pendant la période d'enquête
Inspecteurs coordonnateurs de l'Éducation nationale du Centre		1	2	Indisponibilité des responsables
Délégation départementale de l'Éducation nationale du Mfoundi			1	Indisponibilité des services compétents pendant la période d'enquête
Inspection d'arrondissement de l'Enseignement Primaire et Maternelle de Yaoundé I		1		Absence du Chef de bureau des Affaires générales
Inspection d'arrondissement de l'Enseignement Primaire et Maternelle de Yaoundé IV			1	Nouvellement affecté (1 mois). Rendez-vous pris pour le 13 mai
Établissements d'enseignement secondaire	2	2	1	Absence de l'Intendant
Établissements d'enseignement primaire	3	1	1	Indisponibilité, rendez-vous pris pour le 13 mai
Total	5	5	7	

2. Observations sur les questionnaires

Parmi les ressources propres d'un établissement, on peut aussi trouver : les ressources des travaux d'ateliers, les dons de l'APE, les ressources générées par la cantine scolaire.

Parlant des goulots d'étranglement en matière d'exécution du budget d'une structure, on devrait enregistrer le comptable matière.

Les informations relatives à la dotation budgétaire ne sont parfois communiquées que partiellement. Certaines rubriques telles "carburant" et "réparation de véhicules" restent confidentielles pour le gestionnaire malgré le fait que les collaborateurs peuvent s'informer en dehors du service.

Parmi les modalités à insérer à partir de la section 3(informations générales) du questionnaire "Services extérieurs », il y a :

Punir les mauvais enseignants ;

Créer plus d'établissements ;

Construire les établissements créés ;

Renforcer à travers les travaux pratiques les cours dans l'enseignement technique ;

Construire et équiper les établissements en infrastructures appropriées (équipements techniques, laboratoires)

Une question relative à la totalité des dépenses devra être posée avant de les répartir selon leur source.

3. Difficultés et problèmes du terrain

La principale difficulté lors de l'enquête pilote se résume à l'indisponibilité des responsables à interviewer pour le volet Éducation. Il n'est pas facile de les rencontrer à temps voulu

Le fait que les responsables n'aient pas été sensibilisés à l'avance ne permet pas que l'enquête avance vite. Il est difficile pour un responsable de répondre sans faire recours à un ancien rapport ou un document pour chercher des statistiques demandées dans le questionnaire.

L'administration du questionnaire "Service extérieur de l'Éducation" aux Inspecteurs coordonnateurs pose quelques problèmes du fait qu'il y a des questions dans certaines sections qui sont insérées entre d'autres questions et il est difficile de se rendre facilement compte qu'elles ne concernent pas ces Inspecteurs coordonnateurs.

4. Enseignements et informations utiles issues du terrain

Chaque inspecteur coordonnateur a comme collaborateurs un certain nombre d'inspecteurs provinciaux en fonction des spécialités existantes dans la province. Le personnel d'appui est constitué ici de professeurs et de secrétaires (agents de l'Etat). Il n'existe presque pas de temporaires.

Il peut arriver que le budget ne soit pas équilibré pour la simple raison qu'après avoir passé un marché pour un montant donné, le reliquat ne puisse plus permettre de passer un autre marché.

Certains responsables ne rédigent pas du tout de rapport financier et d'autres ne le font qu'à la demande de leur hiérarchie.

Concernant le contrôle de gestion, certains contrôleurs ne se limitent pas aux rapports financiers mais effectuent également des visites régulièrement sur le terrain.

Les Inspecteurs coordonnateurs n'ont que le budget de fonctionnement, le budget d'investissement de toute la délégation provinciale étant géré par seuls leur Délégués provincial.

Sur le terrain, certains responsables disent avoir été associés à la préparation du budget (peut-être que "cela n'était qu'une simple formalité !") mais qu'à la fin, leur dotation budgétaire n'avait pas un grand rapport avec leurs propositions ni dans la structure ni dans le volume. Par conséquent ceux-ci se trouvent obligés de demander une dérogation à leurs contrôleurs afin de satisfaire aux besoins réels de la structure en empiétant sur certaines rubriques prévues dans leur budget.

Certains dons en nature (manuels scolaires) issus de la coopération transitent toujours par le Ministère, ce qui empêche au destinataire final de ne pas pouvoir estimer leur coût.

Les fournisseurs négocient généralement le taux de marge bénéficiaire par rapport aux prix fixés dans la mercuriale. Ce taux peut varier entre 30% et 60% en fonction de la négociation entre les différents intervenants.

Un responsable dit que l'idée de multiplier les Lycées techniques n'est pas la meilleure, qu'on pourrait plutôt s'inspirer de l'exemple de la Côte d'Ivoire qui n'a que 07 lycées pour tout le pays mais des lycées tellement équipés au point d'être confondus à l'École Polytechnique.

L'information relative à la dotation budgétaire n'est pas accessible à tous les responsables.

Il peut également arriver que le responsable de la structure soit nouvellement installé à son poste, ce qui complique l'accès à l'information, notamment sur le volet financier, les rapports de fin d'année n'en faisant pas toujours mention.

Dans les rapports de fin d'année, les dépenses lorsqu'elles y figurent ne sont pas disposées selon leur source (budget, frais exigibles ou sources diverses).

5. Suggestions et recommandations

Il est recommandé aux enquêteurs d'insister d'entrée de jeux sur les deux années de référence retenues pour l'enquête (2000/2001 et 2001/2002).

Chaque inspecteur provincial possède le fichier de ses enseignants, il conviendrait de le contacter lorsque les informations relatives aux enseignants pourraient être difficile à obtenir.

Il est nécessaire de programmer deux passages dans les structures à visiter afin de collecter la majorité des informations.

Il serait plus efficace de spécifier, à partir du questionnaire Service extérieur, les questionnaires adressés à un seul type de répondant (Délégués, Inspecteurs coordonnateurs et IAEPM)

Il convient de vérifier que les questionnaires sont complets et agrafés dans l'ordre avant de les remettre aux enquêteurs.

Les responsables nouvellement en poste devraient s'entourer des plus anciens pour répondre à certaines questions. Les rapports des prédécesseurs devraient également être exploités au maximum. Il serait également souhaitable de faire parvenir une copie du questionnaire aux responsables au moins deux jours avant le jour de collecte dans ses services.

Dans le même sens, les économes/intendants des différentes structures de l'échantillon devront également être sensibilisés afin de faciliter la collecte des informations relatives au budget.

Les services provinciaux et les Inspecteurs contrôleurs pourront être enquêtés par les superviseurs et les départementaux par les contrôleurs.

Annexe

Observations détaillées sur le questionnaire "Établissement scolaire"

N°	N° question	Observation	Proposition
1	S0Q10	Expliciter dans le cas des ets scolaires	Manuel
2		Pas d'information sur le correspondant	Insérer une question sur le nom, la fonction et le contact du correspondant pour des besoins de vérification
3	S0Q20	Passage CES/CETIC ---> lycée	Inscrire la date de création du CES/CETIC
4	S0Q20	Date de création	Supprimer le 03
5	S11Q10	Places convenables à ne pas confondre avec le nombre d'élèves	Faire le produit du nombre de bancs par le nombre de places réglementaires par banc
6		Insérer 2 questions dont une relative au taux d'échec et l'autre relative au taux d'exclusion	Entre S12Q19 et S10Q20
7	S12Q21 & S12Q25	Enseignement technique?	BEPC/CAP
8	S21Q5		Insérer une "modalité" NSP
9	S21Q39	Les frais exigibles et fonds d'APE se gèrent différemment	Éclater la question
10	S21Q83	Nombre de lignes insuffisantes	Augmenter à 20
11	S21Q1 & S21Q2	Nombre de cases insuffisantes	Augmenter à 6
12		Et les permanents ?	Insérer une question sur le montant des salaires des permanents entre S22Q2 & S22Q3
13		Insérer une question pour les frais d'APE	Entre S21Q70 & S21Q71
14		-//-	Entre S21Q74 et S21Q76
15		Absence de la question S21Q75	La question proposée précédemment pourrait la remplacer
16	S22Q11	Et l'enseignement technique	Matériel scolaire/matières d'œuvre
17	S22Q15	Mauvais saut	→ S21Q24 si non
18	S22Q12 & S22Q10	Même question	fusionner
19	S22Q26		Insérer les modalités
20	S23Q10	Mauvais saut	→S23Q16 si oui
21	S23Q15	Ajout modalité	Mauvaise foie des prestataires
22	S23Q16	Erreur	Votre structure au lieu de formation sanitaire
23	S23Q22	Question erronée pour le volet éducation	supprimer
24	S3Q1 & S3Q2	Modalités peu appropriées pour appréhender l'évolution	Hausse, stabilité, baisse

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

**MINISTRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
DE LA PROGRAMMATION ET
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET
DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

**MINISTRY OF ECONOMIC AFFAIRS,
PROGRAMMING AND
REGIONAL DEVELOPMENT**

**DEPARTMENT OF STATISTICS AND
NATIONAL ACCOUNTS**

**ENQUÊTE SUR LE SUIVI DES DEPENSES PUBLIQUES ET LA SATISFACTION DES
BENEFICIAIRES DANS LES SECTEURS DE L'EDUCATION ET DE LA SANTE**

ENQUETE PILOTE

Rapport de l'équipe de collecte du volet Bénéficiaire

Le volet satisfaction des bénéficiaires de l'enquête pilote du « Budget tracking » programmée les 08 et 09 mai 2003 et réalisée du 07 au 12 mai 2003 a été confiée à l'équipe suivante :

N°	Nom et Prénom	Fonction
1	DZOSSA Anaclet	Encadreur
2	MATENE SOB Angélique Lucile	Enquêteurs
3	KOUNGANG Francis	

L'objectif principal visé par l'enquête pilote étant de tester les outils de collecte et notamment le questionnaire bénéficiaire dans les ménages, il était question de s'attarder sur les points suivants :

- Les incohérences dans le questionnaire
- La fermeture de certaines questions ouvertes;
- L'évaluation du temps moyen nécessaire pour dérouler dans un ménages ;
- les réactions et attitudes personnes enquêtées face aux différentes questions en vue d'une formulation le cas échéant ;
- les difficultés éventuelles des enquêteurs par rapport à l'administration du questionnaire.

Les instructions donner la l'encadreur ont été les suivantes : i) la taille de l'échantillon étant fixée à 10 ménages, chaque enquêteur devait en enquêter cinq dont un en sa présence et ii) les ménages sélectionnés doivent être connus par au moins un membre de l'équipe, avoir au moins un enfant à l'école primaire ou secondaire et doivent être choisis de manière à ce que les CSP des chefs de ménage s'excluent mutuellement.

6. Observations d'ordre générales et recommandations

Limiter le choix aux connaissances n'a pas totalement annulé le refus de certains à ce soumettre à l'interview, donc de remplacer les ménages. Il serait utile de prévoir un procédé de remplacement d'unités réfractaires.

Les sections relatives à l'éducation doivent être déroulées avec la collaboration étroite des élèves concernés, notamment en ce qui concerne l'existence des infrastructures et leurs états, l'assiduité des enseignants et les informations ayant trait aux effectifs. De même, les sections relatives à la santé doivent être déroulées avec le malade ou la personne qui l'avait accompagnée dans la formation sanitaire.

La durée moyenne de l'interview dans un ménage d'environ 6 personnes est de deux heures. Au bout d'une heure, les enquêtés présentent des signes de fatigue et ne continuent qu'à force de supplications. Pour prévenir ce cas de figure, l'éventualité de deux visites dans un ménage doit être faite.

De plus, un critère de sélection des ménages doit être prévu, à l'inter de celui utilisé au cours de l'enquête pilote. Des guides locaux (notamment les chefs de quartier ou de villages) pourraient être d'un apport précieux dans l'identification et le repérage des ménages sélectionnés.

7. Observations sur le questionnaire et recommandations

Le Questionnaire ne nécessite pas de profonds changements dans le fonds. Les erreurs sont davantage liées au positionnement de certaines questions, à l'omission de certaines modalités, à de mauvaises formulations de questions ou de modalités et à l'oubli de certains sauts. La liste des différentes propositions d'améliorations est annexée au présent rapport.

Par ailleurs, Il pourrait être intéressant à la sous section S31, de mesurer la confiance des ménages dans le système sanitaire en s'intéressant au nombre de formations sanitaires consultées avant d'obtenir satisfaction et les principales raisons de changement. Ceci permet également de s'assurer que les réponses relevées sont relatives à la « dernière maladie » et à la dernière formation sanitaire consultée.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX- TRAVAIL- PATRIE

**MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES,
DE LA PROGRAMMATION ET
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET
DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

**MINISTRY OF ECONOMIC AFFAIRS,
PROGRAMMING AND
REGIONAL DEVELOPMENT**

**DEPARTMENT OF STATISTICS AND
NATIONAL ACCOUNTS**

**ENQUÊTE SUR LE SUIVI DES DEPENSES PUBLIQUES ET
LA SATISFACTION DES BENEFICIAIRES DANS LES
SECTEURS DE L'EDUCATION ET DE LA SANTE**

EXPLOITATION INFORMATIQUE DE L'ENQUETE PILOTE

1 DEROULEMENT

La saisie de l'enquête pilote a porté sur 28 questionnaires bénéficiaires malades, 5 bénéficiaires ménages, 3 établissements scolaires, 2 formations sanitaires. Deux cadres ont pris part à cette opération, sous la supervision du responsable de l'exploitation.

La durée moyenne de saisie des questionnaires se présente comme suit :

- Bénéficiaire malade : 15 à 20 min
- Bénéficiaire ménage : 25 à 30 min
- Etablissement scolaire : 25 à 30 min
- Formation sanitaire : 25 à 30 min

2 RESULTATS

Les résultats de l'enquête pilote concernent les bénéficiaire usagers et ménages pour lesquels nous avons reçu au moins cinq questionnaires.

Des réflexions menées sur la gestion des fichiers produits ont permis de jeter des bases dans l'organisation pratique de la saisie, notamment pour ce qui est de l'archivage quotidien, de la fusion des fichiers par poste et de l'exportation des fichiers sur d'autres logiciels d'analyse.

Les fichiers obtenus ont permis de se faire une première idée sur la satisfaction des consommateurs des services de santé et d'éducation. Ainsi :

- ❖ 46% des usagers déclarent que les tarifs des consultations ne sont pas affichés.
- ❖ 78% des usagers déclarent satisfaisantes les conditions d'hygiène et de salubrité.
- ❖ 85% des usagers jugent les ordonnances adaptées à la maladie.
- ❖ Dans les ménages, la moitié des individus fréquente une école en 2002/2003 et le tiers a été ou a eu recours à une formation sanitaire.
- ❖ Près de la moitié des élèves déclarent avoir payer pour autre chose au cours de l'année (questionnaire bénéficiaire ménage, S22Q13).

3 OBSERVATIONS ET PROBLEMES RENCONTRES PENDANT LA SAISIE

Absence des nomenclatures des structures enquêtés

L'absence des nomenclatures (région, département, arrondissement et structure) ne nous a pas permis de tester l'identification d'un questionnaire de manière unique. L'utilisation des nomenclatures simples permet de gagner en temps, dans la mesure où le nom de la structure ou de l'établissement ne sera plus saisi. Elles permettent aussi de ne pas saisir la variable S0Q0 : Numéro du questionnaire qui sera généré de façon automatique.

Les questions ouvertes ou semi-ouvertes

Les questions ouvertes ou semi-ouvertes constituent un véritable problème dans l'exploitation des données d'enquête. Tous les questionnaires de l'enquête contiennent ce type de questions. Par exemple :

Bénéficiaire malade : S22Q6, S22Q9, S25Q2 et S25Q3.

Bénéficiaire: S25Q8, S32Q6, S32Q9, S34Q1, S35Q7.

Etablissement scolaire: S21Q48 à S21Q66, S21Q83, etc.

Formation sanitaire : S21Q51 à S21Q69, S21Q80 à S21Q86, etc.

La taille réduite de l'échantillon de l'enquête pilote et les non-réponses observées au niveau des questions ouvertes ne nous permettent pas de proposer des pistes pour la fermeture.

Compte tenu de l'urgence dans la production des résultats de cette enquête, la saisie des questionnaires qui contiennent encore des questions ouvertes nécessite la mise sur pied d'une équipe de codification. Celle-ci sera chargée de relire les premiers questionnaires de terrain et de proposer dans un bref délai des codes pour toutes les questions ouvertes. Ces codes seront validés par l'équipe technique. Ensuite l'équipe de codification procédera à la fermeture des questions ouvertes avant l'envoi à la saisie.

4 PERSPECTIVES

- ❖ La finalisation du questionnaire nous permettra de modifier les masques et de compléter les programmes de contrôles.
- ❖ L'implémentation des programmes d'apurement des fichiers;
- ❖ La labellisation des fichiers.
- ❖ La création des différents fichiers d'analyse.

5. QUELQUES RESULTATS

1. Bénéficiaire malade

Pourquoi avoir choisi cette formation sanitaire ?

Modalité	Effectif	%
<i>1=Coût acceptable</i>	5	17,86
<i>2=Proximité</i>	7	25,00
<i>3=Spécialité</i>	1	3,57
<i>4=Bonne qualité du service</i>	9	32,14
<i>6 =unique formation sanitaire dans la localité</i>	3	10,71
<i>7= Autre(à préciser</i>	3	10,71
Total	28	100,00

Pourquoi n'avoir pas choisi cette formation sanitaire publique ?

Modalité	Effectif	%
<i>1=Coût élevé</i>	5	17,86
<i>2=Éloignement</i>	2	7,14
<i>3=Excès de procédures</i>	1	3,57
<i>5=Mauvaise qualité du service</i>	3	10,71
<i>6 = Autre (à préciser</i>	5	17,86
<i>Missing</i>	12	42,86
Total	28	100

Les prix des médicaments sont-ils affichés ?

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>1 = Oui mais j'ai payé plus</i>	2	7,14
<i>2=Oui et j'ai payé le prix</i>	7	25,00
<i>3=Oui mais j'ai payé moins</i>	1	3,57
<i>4 =non</i>	13	46,43
<i>5=Oui, mais j'ai payé ailleurs</i>	4	14,29
<i>Missing</i>	1	3,57
<i>Total</i>	28	100,00

Après la consultation, vous fait-on payer pour les accessoires (réactifs,...)?

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>Oui</i>	13	46,43
<i>Non</i>	15	53,57
<i>Total</i>	28	100,00

Comment jugez-vous tout ce que vous avez payé dans cette formation sanitaire par rapport au résultat ?

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>1=Très Excessif</i>	3	10,71
<i>2=Assez excessif</i>	17	60,71
<i>3=Suffisant/normal</i>	5	17,86
<i>4=Peu</i>	3	10,71
<i>Total</i>	28	100,00

De manière générale, les conditions d'hygiène et de salubrité dans cette formation sanitaire sont :

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>1 = Très satisfaisantes</i>	4	14,29
<i>2 = Satisfaisantes</i>	22	78,57
<i>3 = Indifférent</i>	1	3,57
<i>Missing</i>	1	3,57
<i>Total</i>	28	100,00

La pharmacie de cette formation sanitaire est

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>1=Bien fournie</i>	2	7,14
<i>2=Assez bien fournie</i>	13	46,43
<i>3=Peu fournie</i>	11	39,29
<i>4=Pas fournie</i>	1	3,57
<i>Missing</i>	1	3,57
<i>Total</i>	28	100,00

Comment jugez-vous les ordonnances et les examens prescrits dans cette formation sanitaire?

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>1=Excessifs</i>	2	7,14
<i>2=Adaptés à la maladie</i>	24	85,71
<i>4=Autre à préciser</i>	2	7,14
<i>Total</i>	28	100,00

Avez vous déjà eu l'impression que dans cette formation sanitaire la prescription était influencée par les conseillers médicaux ?

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>Oui</i>	2	7,14
<i>Non</i>	26	92,86
<i>Total</i>	28	100,00

2. Bénéficiaire ménage

fréquente-t-il/elle une école cette année scolaire, c'est à dire en 2002-2003 ?

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>Oui</i>	16	48,48
<i>Non</i>	17	51,52
<i>Total</i>	33	100,00

A-t-il été malade ou a eu recours à une formation sanitaire pour n'importe quelle raison au cours des six derniers mois ?

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>Oui</i>	11	33,33
<i>Non</i>	22	66,67
<i>Total</i>	33	100,00

Pourquoi avoir choisi cette formation sanitaire ?

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>1 = Coût acceptable</i>	5	45,45
<i>2 = Proximité</i>	1	9,09
<i>3 = Spécialité</i>	2	18,18
<i>4 = Bonne qualité du service</i>	1	9,09
<i>7= Autres</i>	2	18,18
<i>Total</i>	11	100,00

Les tarifs des consultations sont-ils affichés ?

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>2=Oui j'ai payé le prix</i>	1	9,09
<i>3=non</i>	5	45,45
<i>4=Ne sait pas</i>	1	9,09
	7	63,64
<i>Missing</i>	4	36,36
<i>Total</i>	11	100,00

Pourquoi avoir choisi cet établissement scolaire

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>1 = Proximité</i>	3	23,08
<i>2 = bonne réputation de l'établissement</i>	4	30,77
<i>3 = Coût acceptable</i>	2	15,38
<i>5 = Taux de réussite élevé</i>	2	15,38
<i>6= Autre à préciser</i>	2	15,38
<i>Total</i>	13	100,00

Comment jugez-vous tout ce que vous avez payé pour [Nom] au cours de cette année scolaire

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>1=Excessif</i>	4	30,77
<i>2=Supportable</i>	9	69,23
<i>Total</i>	13	100,00

De manière générale, les conditions d'hygiène et de salubrité dans l'établissement de [Nom] sont

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>2=Satisfaisantes</i>	9	69,23
<i>3=Indifférent</i>	1	7,69
<i>4=Mauvaises</i>	2	15,38
<i>5=Très mauvaises</i>	1	7,69
<i>Total</i>	13	100,00

Vous pensez que par rapport aux autres établissements scolaires [Nom] est

<i>Modalité</i>	<i>Effectif</i>	<i>%</i>
<i>1-Très bien encadré</i>	2	15,38
<i>3-Bien encadré</i>	2	15,38
<i>2-Indifférent</i>	6	46,15
<i>4-Mal encadré</i>	3	23,08
<i>Total</i>	13	100,00